

CONGRES DE REIMS

2008

Proposition de contribution

Faire l'Europe politique et sociale

L'Europe traverse une crise majeure, la plus grave depuis le début de la construction européenne. Elle ne fait plus l'objet d'aucun dessein politique. Son affaiblissement, pourtant, signifie un désordre accru de la mondialisation, des conséquences dramatiques pour les pays les plus pauvres, les équilibres humains, économiques, sociaux et écologiques de la planète. Nous, socialistes, avons d'urgence à inventer un nouveau projet européen pour éviter que l'Union ne dissolve sa fragile exception sociale dans une grande zone dérégulée de libre échange. L'Union européenne est plus que jamais nécessaire pour défendre nos valeurs et offrir à un monde instable et dangereux un modèle de développement solidaire.

Ressusciter la dernière utopie politique requiert d'européaniser tous nos habitus militants. L'Europe n'est ni un sujet à part, bon pour les seuls cours d'éducation civique ou les jumelages pour certains folklorisés, ni le paravent commode de nos propres turpitudes. Il fut un temps où les socialistes français savaient porter haut l'ambition européenne. Depuis, que s'est-il passé ? C'est comme si nous avions été chiraquisés de l'intérieur ! De grâce, cessons d'exiger à Bruxelles une hausse du prix du blé pour promettre à Paris une baisse du prix du pain. Les épreuves du pouvoir que nous avons traversées nous confortent dans l'idée qu'il faut mener en cohérence et en transparence le programme de gouvernement en France et en Europe. Faire de l'Union européenne un bouc-émissaire arrangeant, c'est nous condamner à nombre de désillusions électorales à venir et, surtout, à élargir la crise de légitimité du politique dans notre pays. Cette duplicité n'est plus admissible.

La prétendue obsolescence d'une pensée socialiste ne vient sûrement pas de ses valeurs mais de son champ de pertinence national. La liberté dans l'égalité n'est plus pensable ailleurs que dans le cadre européen, ou au-delà encore, sauf à sombrer dans la démagogie. Européaniser la pensée politique, c'est se défaire d'une conception spécialisée de l'Union européenne. Européaniser la pensée politique, ce n'est pas que parler d'agriculture, de qualité de l'eau, de recherche, d'Airbus ou de Galiléo sous prétexte que ce serait-là des domaines de compétence communautaire. Européaniser la pensée politique, c'est au contraire associer la dimension européenne à chacun des attendus du débat public et des priorités politiques et permettre que les ambitions communautaires se concrétisent jusque dans notre quotidien. C'est désormais l'unique antidote sérieux à la grande transformation des économies et des sociétés.

La construction européenne ne sera crédible en Europe qu'à la condition de démontrer très concrètement aux citoyens que leur existence est meilleure avec l'Europe que sans et que cela se voit. Européaniser la pensée politique, c'est surtout, et c'est ce qui fera difficulté en France, quitter les habits de l'idéologie pour épouser ceux d'un réformisme de gauche qui assume l'économie sociale de marché.

Car nous nous devons d'imaginer une autre Europe politique. Avec toutes les autres formations social-démocrates et syndicales, les socialistes français ont, plus que jamais, vocation à contribuer à ce que s'édifie une Europe démocratique et sociale. On chicanera volontiers que l'Europe politique existe déjà. Celle des conférences intergouvernementales et des institutions communautaires. Nous, socialistes, avons à lui ajouter l'Europe de la politique. Cette Europe-là se décline dans le débat des citoyens, dans leur mobilisation critique, dans leurs résistances chaque fois que la marchandisation grignote le volontarisme humaniste. L'Europe donne aujourd'hui le sentiment qu'il n'y a pas d'alternative possible à la politique menée et encouragée par les enragés de la déréglementation. Cela ne nous rappelle que trop le fameux et funeste "*There is no alternative*" de Mme Thatcher.

Et c'est au fond le cœur des reproches adressés à la "technocratie bruxelloise" : ne rien inventer, ne rien rêver, pas même espérer, seulement arranger. C'est un paradoxe sans doute, mais pour réunir, l'Europe doit maintenant diviser. Unis ici, les socialistes ont pour tâche de mettre le conflit des idées au cœur de la construction européenne.

A l'échelon des institutions européennes, les socialistes mettront davantage en évidence les clivages fondateurs des sociétés modernes, même si, heureusement, ils n'en reprendront pas toutes les caractéristiques nationales. A l'échelon européen aussi, il doit exister une possibilité d'alternance politique, des lignes traçant le périmètre de philosophies politiques concurrentes. Bâtissons, au-delà des frontières étroitement nationales, un camp du progrès, et nous verrons s'en distinguer un autre, fait d'ordre et de conservatisme. L'alternance est le signe d'une démocratie en bonne santé. Nous prônons donc la possibilité d'alternances au niveau communautaire parce que nous, socialistes, voulons que l'Europe soit une société laïque de droit, de liberté, d'égalité et de solidarité.

Certes, on objectera que la démocratie européenne doit rassembler des pays gouvernés aussi bien par la gauche que par la droite. On ajoutera, à raison, qu'être "de gauche" ou "de droite" recouvre des réalités différentes selon l'Etat auquel on se réfère. Enfin, on conclura, pour permettre l'alternance politique, à la nécessité de vrais partis politiques européens, avec une cohérence idéologique, ce qui n'est pas encore le cas aujourd'hui.

Et pourtant, n'observe-t-on pas ici et là les prémices d'une véritable politisation de l'Europe ? Ne doit-on pas saluer avec force la volonté du Parti Socialiste Européen d'élaborer une plate-forme électorale commune pour tous ses partis membres en vue des élections au Parlement européen de juin 2009 ? Les euro-manifestations organisées par la Confédération Européenne des Syndicats ne traduisent-elles pas l'existence de préoccupations et de revendications communes à l'ensemble des salariés européens quel que soit leur Etat d'origine ? Quelle conscience les militants socialistes en ont-ils ? Une Europe politique et sociale est plus que jamais nécessaire dans le contexte de la mondialisation afin de défendre nos valeurs humanistes et notre modèle de développement solidaire.

Si le traité de Lisbonne entre en application, le Parlement européen investira le Président de la Commission européenne sur proposition du Conseil européen en tenant compte des résultats aux élections du Parlement. Ce qui peut sembler une évidence fournira une légitimité démocratique plus grande au Président de la Commission. Démocratisation et politisation étant les deux faces de la même pièce (d'Euro bien sûr), cela permettra également de politiser les élections européennes.

En effet, comment les chefs d'Etat pourraient-ils justifier la nomination d'un Président de la Commission "de gauche" si la majorité du Parlement est "de droite" ? Pareillement en ce qui concerne la nomination des commissaires pour les secteurs les plus sensibles. Dorénavant, et même si la composition de la future Commission européenne devrait s'inspirer du principe de la formule magique suisse, les citoyens, par leur vote, pourront peser sur la coloration politique de l'institution censée représenter l'intérêt général de l'Union européenne.

Si l'Europe a su emprunter à ses pères fondateurs un art consommé du consensus, force est de constater que celui-ci secrète aussi aujourd'hui une bonne part de l'eurosepticisme. Or, c'est désormais une erreur de confondre le consensus qui ne fait pas de politique et le compromis, indispensable, qui en fait. Nous invitons les socialistes français, nos camarades, à se faire les artisans du compromis, pour la réforme, et laisser aux démocrates-chrétiens les tentations du consensus désormais obsolète.

La pratique du compromis, celle aussi du dialogue entre les partenaires sociaux et avec la société civile organisée, constituent le régime routinier et heureusement apaisé des démocraties libérales. Et si les socialistes sont des libéraux, ils ne le sont pas à n'importe quelles conditions. Ils ne confondent pas le réformisme et le pragmatisme sans ambition, tout simplement parce que le réformisme social-démocrate que nous revendiquons conserve pour horizon l'idéal d'une société d'égaux émancipés et ne se contente pas d'une gouvernance gestionnaire incapable d'imaginer les nouvelles formes de la régulation des économies. Le réformisme n'est ni la compromission ni la lâcheté : sachons qui nous sommes, nous socialistes européens, déterminons ce que nous voulons faire et examinons ce que, dans l'immédiat, nous pourrons faire, sans pour autant nous laisser endormir par les bonimenteurs de la prudence toujours et partout. L'Europe doit être l'occasion de refaire de la politique. C'est cette Europe de la politique que nous, socialistes, devons refonder et nous refonder avec elle.



Fabien CHEVALIER (Paris 14)
&
Yohann ABIVEN (Rennes-centre)